



Observatoire
Régional
de l'Intégration
et de la Ville

ORIV

Centre de Ressources
Grand Est

JOURNEE REGIONALE

Observer et évaluer des outils pour améliorer
le cadre de vie des habitants-es des quartiers
populaires

Mardi 12 décembre 2017

CNFPT - Strasbourg



Comment donner du sens à l'observation sociale ?

Louis Maurin, Directeur de l'[Observatoire des inégalités](#)
et consultant au [Compas](#)¹

L'observation sociale des territoires connaît un renouveau². Quels en sont les déterminants ? Quels risques et quelles opportunités nous apportent les nouveaux outils disponibles ? Comment produire une information utile aux politiques publiques et aux citoyens en particulier ?

L'Observation sociale est à la mode. Les observatoires fleurissent, du local au mondial, des inégalités à la parentalité, en passant par l'emploi. A quoi correspond ce phénomène et comment s'y retrouver ? Qu'apporte l'observation sociale et quelles sont ces limites ? Au-delà de l'engouement, il est nécessaire de faire un véritable examen de la question et de tirer les leçons de l'existant. Observer pour observer, compiler des statistiques dans le seul but de réaliser des tableaux, aussi belles que soient leurs représentations graphiques ou cartographiques est un non-sens. L'observation n'a d'intérêt que si elle permet de mieux comprendre la réalité sociale et d'adapter les politiques publiques pour répondre aux besoins sociaux. Pourtant la tentation est grande, notamment avec « l'open-data », d'enfourer ce sens dans l'accumulation de données. Essayons d'y voir plus clair.

La volonté de collecter des données sur la situation sociale est très ancienne. Elle se construit notamment avec l'Etat-nation et la nécessité de prélever l'impôt. Quatre grands facteurs participent à l'engouement actuel. Premièrement, des évolutions techniques. L'information statistique est de plus en plus facilement collectée, travaillée, analysée et diffusée. La puissance des ordinateurs associée à l'avènement de l'Internet et des logiciels de calcul, d'analyse et de représentation des données simplifie considérablement le travail des observateurs. Il est désormais possible d'exploiter en un temps très réduit des bases de données de taille considérable et d'en partager les résultats immédiatement de façon très large. Pour peu qu'on en maîtrise l'outil, on accède par exemple aux données détaillées du recensement.

¹ Auteur de « Déchiffrer la société française », éditions La découverte, 2009. Directeur du Centre d'observation de la société (www.observationsociete.fr).

² Une première version de ce texte a été présentée le 21 juin 2012 lors de la journée « Observation des territoires de la politique de la ville en Bretagne Pays-de-Loire » par [RésOVilles](#).

Deuxièmement, des évolutions économiques. Le ralentissement de la croissance à partir des années 1970, puis la montée du chômage et de la précarité suscitent les interrogations. Dans un contexte de ressources financières qui se raréfient, les politiques publiques recherchent « l'optimisation » : où faut-il agir de façon prioritaire ? Pour cela, ils doivent évaluer les besoins sociaux.

Troisièmement, des évolutions sociales. A partir des années 1960, la société se transforme plus rapidement, notamment sous l'effet de la scolarisation. Les rôles hommes-femmes évoluent, les couples deviennent plus libres et la famille se recompose, entre l'adolescence et l'âge adulte, l'âge de la jeunesse s'allonge, l'espérance de vie augmente donnant naissance à un « quatrième âge », etc. Le chômage se répercute aussi sur la société, raccourcissant les horizons de vie et surtout accentuant les difficultés financières des ménages. Les conditions de logement s'améliorent, mais aux prix d'efforts financiers très élevés, notamment pour les jeunes. Enfin, pour ce qui relève de l'observation locale, des transformations politiques. Le développement des politiques publiques locales a connu un élan avec la décentralisation. Les décideurs locaux, qui autrefois pouvaient s'en remettre aux services de l'Etat, ont besoin de disposer des outils pour connaître leur population. L'Observation sociale contribue au débat démocratique local. Elle permet aux élus locaux de mieux appréhender les dynamiques des territoires, en complément de la propre connaissance qu'il en a.

QUELLE PROCEDURE ADOPTER ?

Face à ces transformations, bon nombre d'acteurs se trouvent relativement démunis quant à la procédure à suivre. L'accumulation de données sous des formes les plus diverses ne fait pas l'observation sociale. Comment s'y prendre ? Chacun a sa propre idée sur la question et le plus souvent l'empirisme prévaut. Tentons de dégager quelques grandes lignes de force.

La première étape consiste à déterminer le champ de l'observation. L'observateur doit commencer à mener un travail en deux dimensions. S'offre à lui d'abord des *domaines* d'observation : la population, l'emploi, les revenus, l'éducation, la santé, etc. En face, il dispose de *populations*³ : des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes âgées, des catégories sociales, des Français et des étrangers, etc. A lui d'élaborer sa grille de lecture en croisant domaines et populations.

Ces croisements sont complexes. On peut observer le niveau d'éducation selon le sexe, mais aussi en fonction de l'âge ou de la catégorie sociale, de façon simultanée⁴. L'apport de l'hypertexte devient alors évident. Sur le papier, l'observateur doit répartir ses données : sauf à se répéter, il lui faut choisir le chapitre auquel il doit affecter ses observations, et notamment entre une analyse par domaines ou par populations. L'hypertexte lui permet de ne pas choisir et d'affecter simultanément une même information à plusieurs entrées, par un système de mots clés. Ainsi, par exemple, une donnée sur le taux de chômage par diplôme et par sexe peut à la fois alimenter une entrée « emploi », « éducation » et « hommes-femmes ».

D'emblée, il faut poser la question de la délimitation des champs couverts. Et tout d'abord, interroger le travail de construction statistique élaboré. Qu'est-ce qu'une personne âgée ? Comment détermine-t-on les contours des catégories sociales ? Comment mesure-t-on la pauvreté ? Les débats sur les choix de méthode sont trop souvent éludés, alors qu'ils ont des implications considérables. Le « vieillissement » de la population n'a pas de sens si l'on ne fait pas évoluer la catégorie « personnes âgées » dans le temps, puisque les comportements sociaux de ces personnes évoluent au fil des générations. Dans un tout autre ordre d'idées, passer du seuil de pauvreté de 50 à 60 % du niveau de vie médian fait augmenter le nombre de pauvres de 5 à 9 millions de personnes. Quel seuil doit-on choisir ? Dans certains cas, le

³ Au sens de « personnes » et non de population statistique.

⁴ On peut retrouver deux exemples de ces grilles de lecture sur les sites Internet www.observationsociete.fr et www.inegalites.fr.

débat public est vif et particulièrement clivé : que l'on songe à la construction des statistiques dites « ethniques », pour mesurer les discriminations dont sont victimes les minorités dites « visibles ».

Il ne faut pas oublier la disponibilité des données. Dans certains domaines, comme la mobilité sociale, l'analyse des pratiques de consommation ou des valeurs, on ne dispose que de maigres éléments, fournis avec retard. Les données détaillées sur les revenus sont connues avec trois voire quatre années de délai... Pour ce qui est plus précisément de l'observation sociale locale, des données essentielles sont manquantes. On ne dispose d'aucune donnée récente sur les taux de chômage par commune ou par quartier par exemple.

QUELS RISQUES ?

Le travail n'est alors pas achevé. L'observateur doit localiser ses informations (la dimension spatiale) et les faire évoluer dans le temps (dimension temporelle). Les observations réalisées aujourd'hui pèchent le plus souvent par un manque d'informations détaillées, et en particulier de données sur les quartiers. Trop d'analyses très générales oublient que leur représentation masque les écarts entre les quartiers d'une même commune, entre communes d'un même département, entre départements d'une même région, etc.

La réflexion méthodologique sur le niveau optimum d'observation reste sommaire⁵. Un des exemples courant est la prise pour argent comptant de « quartier prioritaire »⁶ comme discriminant. Il faut dire que le seuil d'observation est particulièrement complexe à déterminer. Même la brique de base des statisticiens, l'Iris, recouvre parfois en son sein des réalités sociales très différentes. Remarquons au passage une situation paradoxale, issue du découpage institutionnel de la France en une multitude de petites communes. Un grand nombre d'entre elles sont de taille inférieure à cette brique de base, environ 2000 habitants. Et si l'on dispose d'information sur ces communes, il est souvent très difficile de connaître les quartiers...

On notera d'emblée que ce renouveau se réalise dans un certain désordre, de façon éparpillée et très inégale selon les territoires. Le « mille-feuille » territorial, expression utilisée pour décrire l'enchevêtrement des politiques publiques au niveau des différents échelons locaux, existe aussi en matière d'observation sociale. Cet ensemble souffre d'un déficit de coordination, le même travail étant réalisé par plusieurs entités sans coordinations. En outre, les enseignements des centaines d'observateurs locaux mériteraient d'être utilisés pour dresser un état des lieux national⁷.

En même temps, trop d'analyses manquent de profondeur. Elles se focalisent sur la photographie à un moment donné ou des séries de court terme (deux ou trois années) ce qui ne permet pas de dégager des évolutions structurelles. Certains commentaires portent sur des variations annuelles d'ordre inférieur à la marge d'erreur statistique de l'enquête... Un nombre bien trop faible de travaux utilisent des séries longitudinales, qui permettent d'explorer dans le temps le comportement d'une cohorte. Le seul débat important sur le sujet en France a eu lieu dans les années 1990 : il s'agissait d'une polémique autour de la mesure de la fécondité⁸. Doit-on mesurer la fécondité conjoncturelle (toutes générations une année donnée) ou structurelle (la descendance finale d'une génération) ? La descendance finale est d'ailleurs l'un des seuls indicateurs sociaux de ce type, rarement utilisé. On ne mesure jamais la durée de vie réelle, la

⁵ Voir « Comportements sociaux : quelle échelle choisir », Hervé Le Bras in « La société française », Alternatives Economiques, hors-série n°69, avril 2006.

⁶ Voir le travail réalisé sur les effets de quartier par le Centre d'analyse stratégique. « Des effets de quartier à la politique de la ville », colloque du 23 novembre 2011. Actes disponibles sur www.strategie.gouv.fr

⁷ « Il faut refonder l'observation sociale », Hervé Guéry et Louis Maurin, la Gazette des communes, 10 mai 2012.

⁸ Voir « Marianne et les lapins : l'obsession démographique », Hervé le Bras, éd. Orban, 1992.

durée finale de chômage, celle du travail, etc. Autant d'éléments qui pourraient pourtant être portés de façon judicieuse au débat.

LA QUESTION DU SENS

Face à l'engouement actuel pour l'observation sociale, il faut s'interroger sur la façon d'observer, la validité des analyses, notamment par la confrontation et la diffusion des résultats produits. Le risque est grand de se lancer dans une compilation statistique visant à l'exhaustivité fondée sur une sorte de magie du chiffre : connaître tout, en tous points, à tout moment...

Rappelons plusieurs éléments essentiels à la production du sens. Le premier, c'est qu'on ne peut laisser aux sociologues le monopole de l'observation sociale. La production du sens se fait par le croisement des disciplines, de l'histoire à la géographie, en passant par la démographie, l'économie ou le droit pour ne citer que les principales. La multiplication des éclairages donne une épaisseur nouvelle à l'observation. Le deuxième, c'est la mise en œuvre permanente d'un sens critique et d'une réflexion sur l'observation en cours de réalisation : c'est en interrogeant son propre modèle que l'on améliore la qualité des observations produites. Le troisième, c'est le nécessaire recul : pour observer, il faut souvent s'éloigner, prendre du champ : comparer les territoires et mesurer les observations dans le temps (voir plus haut). Le quatrième, c'est la nécessité de confronter les analyses des acteurs de l'observation territoriale : travailleurs sociaux, professionnels des collectivités locales, administrations publiques, etc.

A l'opposé, on peut signaler trois erreurs fréquemment commises en matière d'observation et d'analyse des comportements sociaux⁹. Tout d'abord, la recherche de ce que l'on pourrait appeler la « nouveauté permanente ». Il est bien entendu légitime de se poser la question des transformations sociales. Pourtant, nombre de comportements présentés comme nouveaux sont destinés à « vendre » l'analyse dont il est question¹⁰. La modernité n'en fini plus d'être « sur », « post » ou « hyper » moderne. On fait passer des comportements de court terme, des modes ou des pseudos changements pour des inflexions structurelles. On songe ici par exemple aux comportements de consommation ou aux inégalités.

Ensuite, la nostalgie de pratiques ou de modes de vie antérieurs. Pour beaucoup, la société d'hier (des années 1950 aux années 1970) est présentée comme une sorte d'idéal. C'est aussi une façon pour certains de se rassurer en vieillissant : ils quittent sans regret une société qui, soi-disant, se dégrade. Bien entendu, il ne s'agit pas non plus de nier les reculs – que l'on songe à la montée du chômage par exemple – mais simplement de faire la part des choses entre les évolutions positives et négatives.

Enfin, la troisième erreur consiste à dramatiser la question sociale : exagérer les phénomènes sociaux permet pour une partie des commentateurs de mobiliser l'opinion. Pour les acteurs du social, en prise avec des inégalités et des injustices considérables, la tentation est grande et la pratique compréhensible : ils vivent des drames au quotidien. Mais cette pratique est risquée : si la société qui est alors décrite ne correspond pas à la société réelle, un hiatus se crée et l'observation et l'analyse perdent une partie de leur sens. C'est notamment le cas dans le domaine de la pauvreté, ce qui entraîne deux effets : on perd de vue la situation des personnes les plus démunies et on décrédibilise l'information à ce sujet¹¹.

⁹ On passera sous silence une production de discours vides de substance mais d'apparence scientifique du fait d'un vocabulaire pseudo-sophistiqué, qui ne semble destiné qu'à justifier la position de celui qui s'exprime... ou les subventions reçues.

¹⁰ L'aspect économique de cette tendance n'est pas à négliger : vendre la nouveauté fait vendre et rapporte.

¹¹ Voir « 9 millions de pauvres, un chiffre exagéré », Louis Maurin, Observatoire des inégalités, 12 septembre 2017.

L'observation sociale se situe sans doute à un moment clé de son histoire. Les outils techniques nouveaux lui offrent une dimension supplémentaire. Il est désormais possible de suivre un certain nombre d'évolutions sociales en tous points du territoire avec des outils accessibles à tous¹². Il n'est pas question de sombrer dans l'illusion technologique de l'ultra-modernité de l'observation sociale, mais de mesurer comment ces nouveaux outils peuvent apporter une plus-value à l'observation sociale. Pour eux-mêmes, les informations quantitatives n'ont qu'une faible valeur si elles ne sont pas mises au service du sens. Et c'est bien la force de l'analyse qui permettra de faire ressortir les éléments pertinents.

Une préoccupation ancienne

L'observation sociale est une préoccupation ancienne, qui naît avec la construction progressive des Etats nations et le paiement de l'impôt. Le premier « *recensement des feux et baillages des sénéchaussées de France* » est réalisé en France date de 1328, mais le premier recensement proche de ce que l'on connaît aujourd'hui sera effectué sous la direction de Lucien Bonaparte et Jean-Antoine Chaptal presque cinq siècles plus tard, en 1801.

Progressivement, la volonté de connaître la population étend son champ d'investigation et n'est plus le monopole de l'administration. Les sciences humaines se développent. Quelques dates vont marquer l'histoire de l'observation sociale. En 1829, le statisticien belge Adolphe Quetelet publie ses « *Recherches statistiques sur le royaume des Pays-Bas* »¹³. En 1913, André Siegfried fait paraître son « *Tableau politique de la France de l'Ouest* »¹⁴, qui deviendra un classique de la science politique. De façon beaucoup plus récente, les années 1970 sont marquées par la publication de la « *Contribution à une recherche sur les indicateurs sociaux* », d'un groupe de jeunes énarques dirigés par Jacques Delors¹⁵. Dans les années 1980, le sociologue Henri Mendras rassemble un groupe de jeunes sociologues chargé de dégager des tendances de la société, sous le pseudonyme du groupe Louis Dirn¹⁶.

¹² C'est notamment le cas du travail réalisé par le Compas avec son outil « Cabestan », qui offre un jeu de plus en plus étoffé d'indicateurs sur Internet. Voir <http://www.lecompas.fr>

¹³ « *Recherches statistiques sur le royaume des Pays-Bas* », Adolphe Quetelet, Ed. Hayez, Bruxelles, 1829.

¹⁴ « *Tableau politique de la France de l'ouest sous la troisième république* », André Siegfried, Armand Colin, Paris, 1913.

¹⁵ « *Contribution à une recherche sur les indicateurs sociaux* », Sous la dir. de Jacques Delors, Sedeis, 1971.

¹⁶ « *La société française en tendances* », Louis Dirn, PUF, 1990.